

Burundi : les efforts de l'Église pour la réconciliation

La Libre Belgique, 15 février 2018 Le président de la Conférence des Évêques catholiques du Burundi, Mgr Joachim Ntahondereye (photo), Évêque de Muyinga (nord du pays), est à Bruxelles à l'occasion du Carême de partage de l'Accord de Paix et de Fraternité. Il doit rencontrer le ministre belge de la Coopération, Alexander De Croo (libéral flamand), et être reçu au cabinet des Affaires Étrangères et par la commission Relations extérieures de la Chambre. Le pape a donné jeudi 15 février une conférence devant des membres de l'Entraide et Fraternité, à laquelle a assisté La Libre Belgique.

Le pape a présenté la situation difficile du Burundi: un pays très pauvre, dont 58% de la population a moins de 20 ans (l'âge moyen est 17 ans!) et où naissent 6,4 enfants par femme. Avec une moyenne de 300 habitants au km² et 74,4% de la population qui vit de l'agriculture ou de l'informel, on ne s'attendra guère que 48% de la population vit dans l'extrême pauvreté. Cette situation est encore aggravée par la crise politique, économique, humanitaire (plus de 400.000 Burundais ont fui les violences à l'étranger) née en 2015 de la volonté du président Pierre Nkurunziza de maintenir au pouvoir ce qu'il occupe depuis 2005 après la fin de son second mandat, en dépit de l'interdiction qui fait l'Accord de Arusha, qui mit fin à la guerre civile (1993-2005). La polarisation ethnique En réponse à une question sur les tensions ethniques, Mgr Ntahondereye a indiqué qu'il était exact que les populations burundaises avaient résisté jusqu'ici aux incitations autoritaires du régime visant à attiser ce conflit. « Mais, en même temps, malgré le grincement des dents suscité par l'Accord de Arusha, il y a toujours des blessures très profondes. Il suffit d'un rien pour que la polarisation ressurgisse. Dieu merci, cela n'a pas donné lieu jusqu'ici à des affrontements intercommunautaires, mais on sent, dans le langage utilisé, qu'il y a une tendance à la polarisation ethnique. Dans l'appareil d'Etat, certains tirent sur cette corde pour rallier les gens au pouvoir ». Le pape estime que « la solution réside dans une plus grande justice, car la polarisation n'est pas due à une haine viscérale mais à des intérêts économiques et politiques ». « La résurgence de ce conflit est l'œuvre de ceux qui ne veulent pas que cela ne provoque des affrontements ». Eduquer et rendre justice L'Église du Burundi prend cette question très au sérieux puisque, depuis 2005, les évêques organisent des synodes diocésains sur la paix et la réconciliation dont les actes seront publiés prochainement. En outre, les commissions Justice et Paix organisent des comités de réconciliation dans de nombreux diocèses et des formations à la communication non violente. Elles aident aussi les Burundais à faire enregistrer leur propriété afin de ne pas laisser leurs enfants des conflits pour la terre non résolus; au besoin, elles paient des avocats pour faire reconnaître des droits de propriété en justice « notamment en faveur des femmes ». Enfin, des forums Paix et Justice sont organisés chaque année par la Commission épiscopale des Laïcs, destinés aux jeunes « dont beaucoup sont membres de milices ». La Jeunesse du CNDD-FDD (parti du président Nkurunziza) est considérée comme une milice par l'Onu et accusée de répandre la terreur par de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme. L'Église a-t-elle les coudées franches pour agir? L'Église a-t-elle les coudées franches pour agir? La question a été posée à Mgr Ntahondereye. « On fait ce qui est possible », a répondu l'évêque. « Nos prises de parole ont suscité des réactions. On nous a accusés de collaboration avec l'opposition en exil ou au service de colonialistes nostalgiques. Mais, jusqu'ici, nous avons pu continuer à exercer notre droit de contribuer au développement de notre pays ». Car la charité, estime l'évêque, « consiste à mettre l'homme debout » et il est du devoir de l'Église de « se soucier du développement des personnes et des communautés afin qu'elles vivent dans la dignité, et de combattre ce qui offense cette dignité ». Par Marie-France Cros.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});